



# RAPPORT DE GESTION PAR LA DIRECTION

POUR LES EXERCICES CLOS  
LES 31 MAI 2016 ET 2015



## RAPPORT DE GESTION PAR LA DIRECTION

Ce rapport de gestion explique les états consolidés du résultat net et global, les variations de la situation financière et des flux de trésorerie consolidés de ZoomMed inc. pour les exercices clos le 31 mai 2016 et le 31 mai 2015. Il doit être lu dans le contexte de l'information fournie par les états financiers audités et consolidés et par les notes y afférentes aux 31 mai 2016 et 31 mai 2015. De plus, certains résultats d'opération, variations de la situation financière et flux de trésorerie sont comparés avec les données de l'exercice financier clos le 31 mai 2014.

Cette analyse de la direction a été complétée en fonction des informations disponibles au 16 septembre 2016. Cette analyse reflète la situation financière de ZoomMed inc. et ses filiales (la « société »).

Toutes les données financières contenues dans cette analyse ont été dressées selon les normes internationales d'information financière (« IFRS »), telles qu'elles ont été publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »). Sauf si indication contraire, tous les montants sont exprimés en dollars canadiens.

Ce rapport de gestion peut contenir des informations et des déclarations, de nature prospective, relatives à la performance future de la société. Ces déclarations sont effectuées sur la base de suppositions et d'incertitudes ainsi que sur la meilleure évaluation possible des événements futurs par la direction. Ainsi, les lecteurs sont avisés que les résultats réels peuvent être différents des résultats anticipés.

Ce rapport de gestion et les états financiers consolidés ont été soumis au comité d'audit et approuvés par le conseil d'administration.

## DESCRIPTION DE L'ENTREPRISE

ZoomMed inc. (« ZoomMed ») a été constituée le 24 février 2005 en vertu de la Loi canadienne sur les sociétés par actions.

ZoomMed inc. et ses filiales (la « société ») se consacrent au développement et la commercialisation d'une gamme étendue d'applications informatiques destinées aux professionnels de la santé.

La société a développé le « Prescripteur ZRx », une application technologique Web innovatrice permettant aux médecins de générer rapidement des prescriptions. Il a été conçu en collaboration avec notre comité de médecins. Leurs recommandations ont résulté en un prescripteur électronique rapide et intuitif, facilitant la prise de décisions et permettant un choix approprié de médicaments, évitant ainsi des erreurs potentielles. De plus, le Prescripteur ZRx a été doté de caractéristiques essentielles, soit des fonctionnalités prédictives et préventives qui dépassent de loin ce que le marché a eu à offrir jusqu'à maintenant. Ainsi, l'application prédictive du Prescripteur ZRx se comporte comme les logiciels les plus récents tels que le moteur de recherche de Google ou la saisie automatique du clavier iOS d'Apple. Contrairement aux prescripteurs électroniques statiques, la solution infonuagique du Prescripteur ZRx analyse de façon dynamique le profil de prescription de chaque médecin et affiche le médicament tel que prescrit usuellement par l'utilisateur. De plus, les caractéristiques préventives du Prescripteur ZRx, telles que les interactions médicamenteuses et les allergies potentielles, s'affichent automatiquement au médecin l'information sans que ce dernier ait à le demander ou à activer un module d'analyse externe. Le plus important pour un médecin très actif, est de lui permettre de rédiger des ordonnances lisibles et sécuritaires ainsi que de traiter leurs renouvellements en quelques secondes, lui permettant de le faire plus rapidement qu'avec un crayon.

Pour le marché américain, le Prescripteur ZRx est actuellement certifié SureScripts® et a été validé et certifié en vertu du programme de certification ONC HIT (Office of the National Coordinator for Health Information Technology). Il est actuellement en processus de certification pour les ordonnances électroniques des substances contrôlées (EPCS).

Le 19 novembre 2015, la société a vendu à Familiprix inc., la totalité de ses droits de propriété intellectuelle du logiciel de gestion de laboratoire en pharmacie « PraxisLab ».

Le 2 septembre 2014, la société a vendu à Émergis inc., membre du groupe Telus Solutions Santé « Telus Santé », la technologie de son Prescripteur ZRx pour le marché Canadien ainsi que 50 % du droit de propriété intellectuelle de son Prescripteur ZRx dans le monde entier, à l'exception du Canada, des États-Unis et du Royaume-Uni. La société poursuivra la commercialisation de ce produit pour les marchés internationaux, plus spécifiquement les États-Unis et le Royaume-Uni.

Puisque la société a effectué jusqu'à ce jour beaucoup de travail pour le marché Américain, son plan d'affaires à court terme prévoit de poursuivre le développement de ce marché et par la suite débiter la commercialisation au Royaume-Uni.



Les actions ordinaires de ZoomMed inc. se transigent sur le marché de la Bourse de croissance TSX à Toronto, sous le symbole ZMD.

L'adresse du siège social de la société est 8005 boul. du Quartier, suite 303, Brossard, Québec, Canada, J4Y 0N5.

## SITUATION FINANCIÈRE INFORMATIONS ANNUELLES SÉLECTIONNÉES

|  | 31 mai 2016   | 31 mai 2015   | 31 mai 2014    |
|--|---------------|---------------|----------------|
| Trésorerie et équivalents de trésorerie  | 323 396 \$    | 574 273 \$    | 159 921 \$     |
| Allocation d'aménagement à recevoir (court et long terme)                        | 36 801 \$     | - \$          | - \$           |
| Immobilisations corporelles  | 235 611 \$    | 4 885 \$      | 24 365 \$      |
| Actifs incorporels   | 100 000 \$    | 1 035 619 \$  | 894 415 \$     |
| Actif total  | 1 107 630 \$  | 1 965 887 \$  | 1 766 139 \$   |
| Revenus reportés (court et long terme)   | - \$          | - \$          | 734 864 \$     |
| Débeture non convertible   | - \$          | - \$          | 1 783 457 \$   |
| Avantages incitatifs à la location   | 89 730 \$     | - \$          | 3 593 \$       |
| Obligation en vertu d'un contrat de location-financement à (court et long terme) | 22 024 \$     | - \$          | - \$           |
| Dettes (court et long terme)   | 170 000 \$    | - \$          | 377 856 \$     |
| Capitaux propres   | 492 949 \$    | 1 423 241 \$  | (2 407 542) \$ |
| Capital social   | 25 509 437 \$ | 25 509 437 \$ | 25 509 437 \$  |

Pour l'exercice clos le 31 mai 2016, la variation nette de la trésorerie est liée aux activités opérationnelles et à la vente de la totalité des droits de propriété intellectuelle du logiciel de gestion de laboratoire en pharmacie PraxisLab pour la somme de 2 000 000 \$ dont un solde de 250 000 \$ est à recevoir selon certaines modalités prévues au contrat. Au cours de l'exercice clos le 31 mai 2015, la variation nette de la trésorerie est liée à l'entente conclue avec Telus Santé. Pour l'exercice clos le 31 mai 2014, la variation nette de la trésorerie est principalement liée aux activités opérationnelles et aux activités de développement.

Lors de la signature du bail pour les nouveaux locaux du siège social, le bailleur a consenti à fournir une allocation d'aménagement totale de 25 \$ le pi<sup>2</sup>, remboursable sur une période de 5 ans par tranche de 8 582 \$ par année. La première tranche est remboursable le 31 décembre 2016. Si la société exerce son option de renouvellement du bail, le bailleur allouera une allocation du même montant pour la durée de renouvellement de 5 ans. Au 31 mai 2016, la société n'a pas comptabilisé l'allocation sur l'option de renouvellement.

Au 31 mai 2016, les immobilisations corporelles s'élèvent à 235 611 \$ comparativement à 4 885 \$ au 31 mai 2015 et à 24 365 \$ au 31 mai 2014. L'augmentation constatée au cours de l'exercice clos le 31 mai 2016 est expliquée par la capitalisation des améliorations locatives ainsi que par l'acquisition de mobilier et d'un système téléphonique IP pour les locaux du nouveau siège social. Au 31 mai 2015, la baisse des immobilisations corporelles est attribuable au transfert des équipements de déploiement du Prescripteur ZRx pour le marché canadien au moment de la transaction avec Telus Santé.

Au 31 mai 2016, les actifs incorporels s'élèvent à 100 000 \$ et représentent l'obtention d'une licence quant à la distribution pour le marché américain de Rx Vigilance « Quick Glance », un avisier thérapeutique qui devient un des éléments clés du plan d'affaires américain de ZoomMed. Au 31 mai 2015, les actifs incorporels totalisaient 1 035 619 \$ et étaient composés des frais de développement et de la propriété intellectuelle du logiciel PraxisLab, lesquels ont été vendus le 19 novembre 2015 à Familiprix et du même fait radiés. Au 31 mai 2014, une dépréciation d'actifs du logiciel de gestion de laboratoire PraxisLab de 617 660 \$ a été constatée.

Les revenus reportés comptabilisés au 31 mai 2014 totalisaient 734 864 \$. Le solde résiduel au montant de 493 629 \$ au 2 septembre 2014 a été ajusté au prix de vente de l'entente conclue avec Telus Santé.

La débeture non convertible existante au 31 mai 2014 a été remboursée par les fonds générés par la transaction du 2 septembre 2014 avec Telus Santé. La société a obtenu quittance complète, finale et définitive du créancier.



Au cours de l'exercice clos le 31 mai 2016, la société a signé un contrat de location-financement pour un système téléphonique IP installé dans les nouveaux locaux du siège social. Au 31 mai 2016, le solde est de 22 024 \$ et inclus les portions court et long terme.

Le 14 juillet 2015, la société a conclu une offre de prêt pour le financement des améliorations locatives avec Investissement Québec pour un montant total de 170 000 \$. Le prêt porte intérêt au taux préférentiel majoré de 2,5 % et est garanti par une hypothèque mobilière de 1<sup>er</sup> rang d'un montant principal de 204 000 \$ et d'une hypothèque additionnelle de 40 800 \$ pour un total de 244 800 \$.

Le déboursement du prêt a été fait le 25 février 2016 en un seul versement de 170 000 \$ et est remboursable en 30 versements égaux et consécutifs de 5 667 \$ en capital à compter du 30 septembre 2016.

## RÉSULTAT NET ET GLOBAL

| INFORMATIONS ANNUELLES SÉLECTIONNÉES                        | 31 mai 2016    | 31 mai 2015    | 31 mai 2014    |
|---|----------------|----------------|----------------|
| Chiffre d'affaires  | - \$           | - \$           | - \$           |
| Frais de vente  | 136 927 \$     | 135 736 \$     | 131 995 \$     |
| Frais d'administration                                      | 1 096 088      | 980 139        | 644 312        |
| Frais d'opération   | 199 822        | 203 626        | 96 294         |
| Frais de développement                                      | 210 619        | 253 427        | 720 647        |
| Frais financiers  | 15 123         | 8 493          | 5 501          |
| Dépréciation d'actifs                                       | -              | 816 242        | -              |
| Perte avant impôts et quote-part dans coentreprises         | (1 658 579) \$ | (2 397 663) \$ | (1 598 749) \$ |
| Quote-part du résultat net dans coentreprises               | - \$           | - \$           | (979 858) \$   |
| Perte nette liée aux activités poursuivies                  | (1 415 603) \$ | (1 679 945) \$ | (2 578 607) \$ |
| Bénéfice net (perte nette) lié(e) aux activités abandonnées | 465 182        | 5 443 848      | (2 056 321)    |
| Résultat net et global                                      | (950 421) \$   | 3 763 903 \$   | (4 634 928) \$ |
| Résultat net de base et dilué par action                    | (0,007) \$     | 0,028 \$       | (0,034) \$     |
| Nombre moyen pondéré d'actions en circulation               | 135 591 268    | 135 591 268    | 135 591 268    |

Les montants présentés dans le tableau du résultat net et global sont essentiellement reliés aux activités poursuivies par la société, c'est-à-dire à la commercialisation du marché américain.

Au cours de l'exercice clos le 31 mai 2016, la société a vendu la totalité de ses droits de propriété intellectuelle du logiciel de gestion de laboratoire en pharmacie PraxisLab et au cours de l'exercice clos le 31 mai 2015, la société a cédé certaines activités de la région géographique du Canada. Les informations concernant ces secteurs d'activités sont détaillées à la note 4 des états financiers et cette note est reproduite dans le présent document à la section réservée à cet effet.

Les frais d'administration et les frais d'opération sont demeurés stables au cours des exercices clos les 31 mai 2016 et 2015. L'écart entre les exercices clos les 31 mai 2015 et 2014 est dû principalement au fait que certains dirigeants et employés ont accepté une baisse salariale pour une période donnée.

Les frais de développement totalisent 210 619 \$ au cours de l'exercice clos le 31 mai 2016 comparativement à 253 427 \$ au cours de l'exercice clos le 31 mai 2015 et 720 647 \$ pour l'exercice clos le 31 mai 2014. La diminution des frais de développement au cours des exercices 2014 à 2015 est reliée à la dépense d'amortissement qui totalise 489 550 \$ au cours de l'exercice clos le 31 mai 2014 comparativement à 110 671 \$ au cours de l'exercice clos le 31 mai 2015.

Pour l'exercice clos le 31 mai 2016, les frais financiers totalisent 15 123 \$ comparativement à 8 493 \$ pour l'exercice clos le 31 mai 2015 et à 5 501 \$ pour l'exercice clos le 31 mai 2014. L'augmentation des frais financiers au cours de l'exercice clos le 31 mai 2016 est attribuable aux intérêts versés sur la dette à long terme et le contrat de location-financement.

Au 31 mai 2015, une dépréciation de 816 242 \$ a été enregistrée car la société a estimé que l'avancement accompli dans la réalisation de son plan d'affaires pour les marchés internationaux ne permettait pas d'évaluer, avec des flux de trésorerie futurs estimatifs, la juste valeur comptable du Prescripteur ZRx.



La quote-part dans les coentreprises totalise (979 858) \$ pour l'exercice clos le 31 mai 2014 et est inexistante pour les exercices subséquents. Au 31 mai 2014, la société a enregistré une dépréciation d'actifs pour la participation dans les coentreprises œuvrant à la commercialisation d'un système de Dossier Médical Électronique s'adressant à tous les professionnels en soins de santé comportementale.

Globalement, le résultat net et global de la société génère une perte de 950 421 \$ pour l'exercice clos le 31 mai 2016 comparativement à un bénéfice de 3 763 903 \$ pour l'exercice clos le 31 mai 2015 et une perte de 4 634 928 \$ pour l'exercice clos le 31 mai 2014.

Au 31 mai 2016, le résultat net de base et dilué par action est de (0,007) \$, de 0,028 \$ pour l'exercice clos le 31 mai 2015 et de (0,034) \$ pour l'exercice clos le 31 mai 2014.

Les informations trimestrielles suivantes sont présentées sur la base des activités poursuivies telle que dans les états financiers annuels consolidés. Les montants figurant ci-dessous représentent avec justesse les résultats trimestriels non audités qui doivent être lus en parallèle avec les états financiers audités et consolidés annuels et les notes y afférentes de la société.

## RÉSULTAT NET ET GLOBAL

### INFORMATIONS TRIMESTRIELLES SÉLECTIONNÉES – 2016

|   | Q4-2016      | Q3-2016      | Q2-2016      | Q1-2016      |
|---|--------------|--------------|--------------|--------------|
| Chiffre d'affaires  | - \$         | - \$         | - \$         | - \$         |
| Frais d'exploitation  | 555 885 \$   | 391 778 \$   | 382 112 \$   | 328 804 \$   |
| Perte nette et résultat global lié aux activités poursuivies                | (312 909) \$ | (391 778) \$ | (382 112) \$ | (328 804) \$ |
| Bénéfice net (perte nette) et résultat global lié aux activités abandonnées | (355 748)    | (43 193)     | 986 172      | (122 049)    |
| Résultat net et résultat global   | (668 657) \$ | (434 971) \$ | 604 060 \$   | (450 853) \$ |
| Résultat net de base et dilué par action lié aux activités poursuivies      | (0,002) \$   | (0,003) \$   | (0,003) \$   | (0,002) \$   |

### INFORMATIONS TRIMESTRIELLES SÉLECTIONNÉES – 2015

|   | Q4-2015    | Q3-2015      | Q2-2015        | Q1-2015      |
|---|------------|--------------|----------------|--------------|
| Chiffre d'affaires  | - \$       | - \$         | - \$           | - \$         |
| Frais d'exploitation  | 305 578 \$ | 495 779 \$   | 1 205 713 \$   | 390 593 \$   |
| Perte nette et résultat global lié aux activités poursuivies                | 412 140 \$ | (495 779) \$ | (1 205 713) \$ | (390 593) \$ |
| Bénéfice net (perte nette) et résultat global lié aux activités abandonnées | 146 216    | (34 238)     | 5 739 353      | (407 483)    |
| Résultat net et résultat global   | 558 356 \$ | (530 017) \$ | 4 533 640 \$   | (798 076) \$ |
| Résultat net de base et dilué par action lié aux activités poursuivies      | 0,003 \$   | (0,004) \$   | (0,009) \$     | (0,003) \$   |

Les informations trimestrielles présentées ci-dessus démontrent une constance du résultat net et global à l'exception des Q2-2016 et Q2-2015, quarts durant lesquels les transactions avec Familiprix et Telus Santé ont eues lieu. Cependant au Q2-2015, l'augmentation des frais d'exploitation est attribuable à la dépréciation du Prescripteur ZRx pour un montant de 816 242 \$.

## FLUX DE TRÉSORERIE

|   | 31 mai 2016    | 31 mai 2015    | 31 mai 2014    |
|---|----------------|----------------|----------------|
| Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles             | (1 790 468) \$ | (3 228 987) \$ | (1 077 177) \$ |
| Flux de trésorerie liés aux activités de financement              | 166 026        | (2 212 029)    | 589 941        |
| Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement            | 1 373 565      | 5 855 368      | 281 333        |
| Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie | (250 877) \$   | 414 352 \$     | (205 903) \$   |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin                  | 323 396 \$     | 574 273 \$     | 159 921 \$     |

Les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles se détaillent comme suit :

- Au 31 mai 2016, les flux de trésorerie sont de (1 790 468) \$ et sont principalement attribuables au reclassement du gain sur disposition d'actifs incorporels d'un montant de 1 001 440 \$ \$ dans les flux de trésorerie liés aux activités d'investissement.
- Au 31 mai 2015, les flux de trésorerie sont de (3 228 987) \$ et sont principalement attribuables au reclassement du gain sur disposition d'actifs incorporels d'un montant de 5 990 591 \$ dans les flux de trésorerie liés aux activités d'investissement.
- Au 31 mai 2014, les flux de trésorerie sont de (1 077 177) \$ et sont principalement attribuables au reclassement du gain sur disposition d'actifs incorporels d'un montant de 500 000 \$ dans les flux de trésorerie liés aux activités d'investissement.

Les flux de trésorerie liés aux activités de financement se détaillent comme suit :

- Pour l'exercice clos le 31 mai 2016, les activités de financement de 166 026 \$ représente le financement des améliorations locatives par Investissement Québec pour 170 000 \$ et un remboursement sur l'obligation en vertu d'un contrat de location-financement pour 3 974 \$.
- Pour l'exercice clos le 31 mai 2015, les activités de financement sont en totalité regroupés sous la rubrique activités abandonnées pour un montant de (2 212 029 \$) et représente le remboursement de la débenture non convertible pour 1 834 173 \$ et le remboursement du financement des crédits d'impôts à la recherche et au développement par Investissement Québec pour 377 856 \$.
- Pour l'exercice clos le 31 mai 2014 les flux de trésorerie liés aux activités de financement sont en totalité regroupés sous la rubrique activités poursuivies pour un montant de 589 941 \$ et sont composés de deux transactions. Dans un premier temps, la société a émis une nouvelle débenture en remplacement de la débenture convertible, cette transaction a généré un produit net de 212 085 \$ et le crédit d'impôt à la recherche et développement a été financé par Investissement Québec et a généré une entrée de fonds de 377 856 \$.

Les flux de trésorerie liés aux activités d'investissement se détaillent comme suit :

- Pour l'exercice clos le 31 mai 2016, les activités d'investissement totalisent 1 373 565 \$ et sont composés d'un montant de 276 436 \$ pour l'acquisition d'actifs et d'un montant net de 1 650 001 \$ pour le produit de cession du logiciel PraxisLab.
- Pour l'exercice clos le 31 mai 2015, les flux de trésorerie liés aux activités d'investissement totalisent 5 855 368 \$. Un montant de (32 499) \$ est classé dans les activités poursuivies pour la capitalisation des frais de développement et un montant net de 5 890 679 \$ est classé dans les activités abandonnées pour le produit de cession du marché canadien à Telus Santé.
- Pour l'exercice clos le 31 mai 2014, les activités d'investissement sont composées d'une cession d'actif incorporel pour 500 000 \$, un dividende de 33 418 \$ reçu de la coentreprise EvEMR inc. une capitalisation des frais de développement de (243 664) \$ et l'acquisition d'immobilisations corporelles pour la somme de (8 421) \$.

La variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie découlant de ces trois catégories d'activités a été de (250 877) \$ pour l'exercice clos le 31 mai 2016, de 414 352 \$ pour l'exercice clos le 31 mai 2015 et de (205 903) \$ pour l'exercice clos le 31 mai 2014.



## LIQUIDITÉS

Pour répondre à ses besoins en capitaux, la société peut envisager des ententes de collaboration ainsi que des financements supplémentaires, publics ou privés pour les affecter à une partie ou à la totalité de programmes particuliers de développement de produits. Les financements privés pourraient comprendre des emprunts et l'émission d'autres titres de participation, ce qui pourrait donner lieu à une dilution pour les actionnaires. Rien ne garantit qu'elle obtienne des fonds supplémentaires. La société gère ce risque en établissant des prévisions de trésorerie détaillées ainsi que des plans opérationnels et stratégiques à long terme. Selon ces prévisions, la majorité des liquidités nécessaires pour les activités d'exploitation proviendront des revenus générés par le Prescripteur ZRx sur le marché américain.

## ARRANGEMENT HORS BILAN

Il n'y a aucun arrangement hors bilan qui a ou est susceptible d'avoir une incidence sur les résultats d'opération ou sur la situation financière de la société.

## ACTIONS, BONS ET OPTIONS EN CIRCULATION AU 16 SEPTEMBRE 2016

---

|  |             |
|--|-------------|
| Actions ordinaires                                     | 135 591 268 |
| Options en vertu du régime d'options d'achat d'actions | 12 515 000  |

## INFORMATION ADDITIONNELLE ET CONTINUE

La société diffuse ses états financiers consolidés, ses rapports de gestion, ses communiqués de presse ainsi que tout autre document réglementaire, via la base de données SEDAR, à l'adresse Internet suivante [www.sedar.com](http://www.sedar.com).

*La prochaine section de ce rapport correspond à une duplication de certaines notes provenant du rapport financier concordant à la même période.*



**NOTE 4**  
**ACTIVITÉS ABANDONNÉES**

**Ligne d'activités**

Le 19 novembre 2015, la société a vendu à Familiprix inc., la totalité de ses droits de propriété intellectuelle du logiciel de gestion de laboratoire en pharmacie PraxisLab.

**Région géographique**

Suite à la transaction du 2 septembre 2014 avec Telus Santé, la société a cédé certaines activités pour la région géographique du Canada. Dans le cadre de cette transaction, la société a conservé sa propriété intellectuelle exclusive du Prescripteur ZRx pour les États-Unis et le Royaume-Uni et Telus Santé pour sa part détient la propriété intellectuelle exclusive du Prescripteur ZRx pour le Canada.

Le résultat net lié aux activités abandonnées est présenté dans l'état consolidé du résultat net et global selon le tableau ci-dessous. Certains chiffres de l'exercice 2015 ont été reclassés afin de rendre leur présentation identique à celle de l'exercice 2016. Le classement a consisté à répartir les revenus et dépenses reliés aux activités abandonnées.

|   | 2016      | 2015        |
|---|-----------|-------------|
|   | \$        | \$          |
| <b>CHIFFRE D'AFFAIRES</b>   | -         | 341 860     |
| <b>FRAIS D'EXPLOITATION</b>                                       |           |             |
| Frais de vente  | 755       | 341 900     |
| Frais d'administration  | 27 669    | 392 047     |
| Frais d'opération   | 500       | 176 163     |
| Frais de développement <sup>(1)</sup>                             | -         | 155 272     |
| Frais (revenus) financiers  | (42 448)  | 141 122     |
| (Reprise de valeur) et amortissement des frais de développement   | 225 313   | (1 035 619) |
|   | 211 789   | 170 885     |
| <b>RÉSULTAT AVANT IMPÔTS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES ABANDONNÉES</b> | (211 789) | 170 975     |
| Impôts exigibles (récupération d'impôt) des activités ordinaires  | (12 574)  | (217 180)   |
| <b>RÉSULTAT APRÈS IMPÔTS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES ABANDONNÉES</b> | (199 215) | 388 155     |
| Gain sur cession d'actifs incorporels <sup>(2)</sup>              | 919 947   | 5 990 591   |
| Impôts exigibles sur cession d'actifs incorporels                 | (255 550) | (934 898)   |
| <b>GAIN NET SUR CESSION DES ACTIFS INCORPORELS</b>                | 664 397   | 5 055 693   |
| <b>BÉNÉFICE NET LIÉ AUX ACTIVITÉS ABANDONNÉES</b>                 | 465 182   | 5 443 848   |

<sup>(1)</sup> Net des crédits d'impôts à la recherche et développement de 126 366 \$ au 31 mai 2015.

<sup>(2)</sup> Net des frais légaux au montant de 99 999 \$ au 31 mai 2016 (226 309 \$ au 31 mai 2015).

**NOTE 5**  
**PROVISIONS POUR CONTRATS DÉFICITAIRES**

La provision pour contrats déficitaires est liée à deux contrats provenant de la cessation d'exploitation des activités canadiennes à Toronto. Un premier contrat est lié à une perte de sous-location en vertu du bail de Markham et un second à la location d'une imprimante multifonction. Ces contrats génèrent un manque à gagner de 16 225 \$ pour la période qui se terminera le 31 août 2017.



|                             | Total         |
|-----------------------------|---------------|
|                             | \$            |
| Perte au 2 septembre 2014   | 33 354        |
| Utilisation                 | (3 345)       |
| <b>Solde au 31 mai 2015</b> | <b>30 009</b> |
| Utilisation                 | (13 784)      |
| <b>Solde au 31 mai 2016</b> | <b>16 225</b> |

## NOTE 6

### NORMES COMPTABLES PUBLIÉES, MAIS QUI NE SONT PAS ENCORE EN VIGUEUR

#### Instruments financiers

La version définitive de l'IFRS 9, publiée en juillet 2014 par l'IASB, remplace IAS 39 Instruments financiers : comptabilisation et évaluation et IFRIC 9 Réexamen de dérivés incorporés ainsi que les versions d'IFRS 9 publiées par l'IASB en novembre 2013, en octobre 2010 et en novembre 2009. Cette norme définitive reprend en grande partie les dispositions en matière de classement et d'évaluation de même que le nouveau modèle de comptabilité de couverture des versions antérieures, et elle introduit un modèle unique et prospectif de dépréciation fondé sur les pertes attendues. Les principaux éléments ajoutés à la version définitive de la nouvelle norme sont les suivants:

- Les actifs financiers sont évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global si leur détention s'inscrit dans un modèle économique dont l'objectif est à la fois de percevoir les flux de trésorerie contractuels et de vendre les actifs financiers, et que les flux de trésorerie contractuels correspondent uniquement à des remboursements de principal et à des versements d'intérêts.
- Tous les profits et pertes sur les actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global sont comptabilisés en résultat lorsque l'actif financier est déprécié, reclassé comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net ou décomptabilisé.
- Un modèle de dépréciation fondé sur les pertes de crédit attendues s'applique aux instruments financiers évalués au coût amorti ou à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, aux créances locatives, aux actifs sur contrats ou aux engagements de prêts et contrats de garantie financière. L'entité comptabilise les pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir si le risque de crédit que comporte l'instrument financier n'a pas augmenté de manière importante depuis la comptabilisation initiale, et elle comptabilise les pertes de crédit attendues pour la durée de vie si le risque de crédit a augmenté de manière importante depuis la comptabilisation initiale.
- L'IFRS 9 comprend aussi de nouvelles règles générales de comptabilité de couverture, ce qui aura pour effet d'aligner davantage la comptabilité de couverture sur la gestion des risques. Ces nouvelles règles ne modifient pas en profondeur les types de relations de couverture ni l'obligation d'évaluer et de comptabiliser l'inefficacité de la couverture; toutefois, elles offriront un plus grand nombre de stratégies de couverture utilisées aux fins de la gestion des risques satisfaisant aux conditions d'application de la comptabilité de couverture, et feront davantage appel au jugement dans le cadre de l'évaluation de l'efficacité d'une relation de couverture. Des dispositions transitoires particulières ont été établies aux fins de l'application des nouvelles règles générales de comptabilité de couverture. La Société devra classer les actifs financiers comme étant évalués ultérieurement soit au coût amorti soit à la juste valeur, en fonction du modèle économique que suit la société pour la gestion des actifs financiers et des flux de trésorerie contractuels de l'actif financier. L'évaluation de la plupart des passifs financiers au coût amorti est maintenue, mais lorsqu'une entité évalue un passif financier à la juste valeur, la partie des variations de la juste valeur liées au risque de crédit propre à l'entité doit être présentée dans les autres éléments du résultat global plutôt qu'au résultat net.

L'IFRS 9 a aussi donné lieu à des modifications à l'IFRS 7 Instruments financiers : Informations à fournir afin d'ajouter des obligations d'information sur la stratégie de gestion des risques de l'entité et sur l'effet de la comptabilité de couverture sur ses états financiers. La date d'entrée en vigueur d'IFRS 9 vise les périodes annuelles ouvertes à compter du 1er janvier 2018 et la norme doit être appliquée rétrospectivement, sous réserve de certaines exemptions. Le retraitement des périodes antérieures n'est pas exigé, et il est permis uniquement si l'information est disponible sans avoir recours à des connaissances a posteriori. La société étudie actuellement les effets éventuels de l'adoption de cette norme sur ses comptes consolidés.

### **Éclaircissements sur les modes d'amortissement acceptables**

IAS 16 – Immobilisations corporelles et IAS 38 – Immobilisations incorporelles ont été révisées afin d'intégrer des modifications publiées par l'IASB en mai 2014. Les modifications apportées à IAS 16 précisent que l'utilisation de modes d'amortissement fondés sur les produits n'est pas appropriée pour déterminer l'amortissement d'une immobilisation. Les modifications apportées à IAS 38 précisent qu'il est généralement présumé qu'un mode d'amortissement fondé sur les produits n'est pas approprié pour évaluer la consommation des avantages économiques intrinsèques d'une immobilisation incorporelle. Toutefois, les modifications prévoient des circonstances limitées dans lesquelles un tel mode d'amortissement peut être approprié. Les modifications s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2016. La société étudie actuellement les effets éventuels de l'adoption de cette norme sur ses comptes consolidés.

### **IFRS 15, Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients**

En mai 2014, l'IASB a publié l'IFRS 15, Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients, qui remplace l'IAS 11, Contrats de construction, l'IAS 18, Produits des activités ordinaires, l'IFRIC 13, Programmes de fidélisation de la clientèle, l'IFRIC 15, Contrats de construction de biens immobiliers, l'IFRIC 18, Transferts d'actifs provenant de clients, et la SIC-31, Produits des activités ordinaires – Opérations de troc impliquant des services de publicité.

La norme prévoit un modèle unique qui s'applique aux contrats avec des clients ainsi que deux approches de la comptabilisation des produits : à un moment donné ou au fil du temps. Le modèle proposé consiste en une analyse en cinq étapes des transactions, axée sur les contrats et visant à déterminer si les produits des activités ordinaires sont comptabilisés, quel montant est comptabilisé et à quel moment. De nouveaux seuils ont été mis en place relativement aux estimations et aux jugements, ce qui pourrait avoir une incidence sur le montant des produits comptabilisés et/ou sur le moment de leur comptabilisation.

La nouvelle norme s'applique aux contrats avec des clients. Elle ne s'applique pas aux contrats d'assurance, aux instruments financiers ou aux contrats de location, lesquels entrent dans le champ d'application d'autres IFRS. La nouvelle norme entrera en vigueur pour l'exercice ouvert le 1er janvier 2018. La société étudie actuellement les effets éventuels de l'adoption de cette norme sur ses comptes consolidés.

### **IFRS 16 - Contrats de location**

En janvier 2016, l'IASB a publié IFRS 16 laquelle remplacera IAS 17 «Contrats de location». IFRS 16 supprime le classement à titre de location simple et impose aux preneurs de constater tous les contrats de location à l'état de la situation financière en comptabilisant un droit d'utilisation et une obligation locative. Une exemption est permise pour les contrats de location à court terme et pour les contrats de location pour lesquels l'actif sous-jacent à une faible valeur. De plus, IFRS 16 : modifie la définition du contrat de location; établit les exigences de comptabilisation de l'actif et du passif, notamment sur les aspects complexes comme les composantes autres que de location, les paiements locatifs variables et les périodes optionnelles; modifie la comptabilisation des accords de cession bail; conserve en grande partie l'approche d'IAS 17 pour la comptabilisation des contrats de location par le bailleur et présente de nouvelles obligations d'information. IFRS 16 s'applique aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2019 et l'adoption anticipée est permise dans certaines circonstances. La société n'a pas encore déterminé l'incidence de l'adoption de cette norme sur ses états financiers.

### **NOTE 7**

#### **ESTIMATIONS COMPTABLES ET JUGEMENTS CRITIQUES**

L'établissement d'états financiers consolidés conformément aux IFRS exige fréquemment que la direction fasse des estimations et pose des hypothèses ou des jugements subjectifs à propos d'événements futurs et d'autres questions ayant une incidence sur les montants portés aux états financiers, notamment l'actif, le passif, les produits, les charges et les informations connexes. Ces hypothèses, estimations et jugements sont fondés sur l'expérience, les attentes, les tendances actuelles et d'autres facteurs que la direction juge pertinents lors de la préparation des états financiers consolidés. La direction revoit régulièrement les conventions comptables, les hypothèses, les estimations et les jugements afin de s'assurer que les états financiers consolidés donnent une image fidèle de la situation financière de la société et qu'ils sont établis conformément aux IFRS.

Les estimations comptables et jugements critiques sont ceux qui présentent un risque important d'entraîner un ajustement significatif et qui se rapportent souvent à des questions ou à des résultats par nature incertains et susceptibles d'être modifiés. Par conséquent, la direction souligne le fait que les événements futurs diffèrent souvent des prévisions et des attentes et que les estimations nécessitent régulièrement des ajustements.

Selon la direction, voici les secteurs où les principales conventions comptables ont une incidence sur les estimations comptables et les jugements critiques utilisés dans l'établissement des états financiers consolidés de la société.

### **Durée d'utilité estimée**

La direction estime la durée d'utilité des immobilisations corporelles et des actifs incorporels en fonction de la période pendant laquelle elle s'attend à pouvoir utiliser les actifs. Le montant et l'échéancier des dotations aux amortissements afférentes aux immobilisations corporelles et aux actifs incorporels pour une période donnée sont touchés par les durées d'utilité estimées. Les estimations sont révisées au moins une fois l'an et sont mises à jour si les attentes changent en raison de l'usure physique, de l'obsolescence technique et commerciale.

### **Actifs incorporels**

Les valeurs attribuées aux actifs incorporels amortissables à durée d'utilité déterminée sont établies à partir d'estimations et d'hypothèses importantes.

Afin de déterminer si les actifs incorporels identifiables ont subi une perte de valeur après leur acquisition ou si un actif incorporel ayant subi une perte de valeur peut reprendre sa valeur comptable, la direction procède à des évaluations fondées sur des estimations comprenant notamment les flux de trésorerie futurs ajustés au risque. Les projections de flux de trésorerie sont établies d'après les prévisions de l'entité, la conjoncture et les perspectives commerciales et sont donc par nature fondées sur un jugement.

Les hypothèses utilisées dans l'évaluation des pertes de valeur pourraient être modifiées par des événements futurs, ce qui pourrait affecter significativement les résultats d'opération futurs de la société en raison d'une augmentation des pertes de valeur, ou de leur reprise, ou d'ajustements aux charges d'amortissement.

### **Juste valeur des options d'achat d'actions**

La direction doit faire preuve de jugement pour établir la juste valeur des options d'achat d'actions, notamment en ce qui concerne le choix d'un modèle d'évaluation, l'estimation de la volatilité du cours de l'action et la durée prévue des instruments sous-jacents. Tout changement visant les estimations ou les données utilisées pour déterminer la juste valeur pourrait avoir une incidence significative sur les résultats d'opération ou les autres composantes des capitaux propres de la société dans le futur.

### **Aide gouvernementale**

La société a le droit de recevoir une aide publique sous la forme de crédits d'impôt et de subventions pour la recherche et le développement. Le montant de cette aide publique est porté en réduction des dépenses correspondantes et du coût de l'actif acquis. Des crédits d'impôt sont accordés pour les dépenses de recherche et de développement admissibles, lesquelles comprennent les frais directs et indirects, ainsi qu'un montant raisonnable de frais généraux. Les subventions sont attribuées sous réserve du respect des termes et conditions des ententes connexes. L'aide gouvernementale est comptabilisée lorsqu'il existe une assurance raisonnable que la société a rempli les exigences du programme de subvention approuvé ou, pour ce qui est des crédits d'impôt, lorsqu'il existe une assurance raisonnable qu'ils seront réalisés.

### **Définitions des unités génératrices de trésorerie**

La détermination des unités génératrices de trésorerie exige du jugement pour déterminer le niveau le plus bas pour lequel il y a des entrées de trésorerie largement indépendantes générées par le groupe d'actifs. Cette détermination pourrait avoir un impact sur les résultats des tests de dépréciation et, selon le cas, sur la charge de dépréciation comptabilisée dans l'état consolidé des résultats.

### **Contrepartie conditionnelle à recevoir**

La direction estime la contrepartie conditionnelle à recevoir en fonction de la probabilité du niveau de réalisation potentiel des conditions contractuelles à respecter.

### **Continuité d'exploitation**

L'évaluation de la capacité de la société à commercialiser sa technologie implique de porter des jugements. La situation actuelle indique l'existence d'une incertitude susceptible de jeter un doute important sur la capacité de la société à poursuivre son exploitation. De plus amples informations au sujet de la continuité de l'exploitation sont présentées à la note 2.

**NOTE 12**  
**REPRISE DE PERTE DE VALEUR**

**Méthode d'évaluation**

La société utilise la méthode de la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs estimatifs pour déterminer la valeur d'utilité des actifs incorporels de chaque unité génératrice de trésorerie. Depuis le dernier test de dépréciation, soit le 31 mai 2015, la société n'a pas apporté de changement à la méthode d'évaluation utilisée pour évaluer la reprise potentielle de dépréciation des actifs incorporels.

**Au 31 mai 2016**

*Logiciel d'officine en pharmacie PraxisLab*

Le 19 novembre 2015, la société a vendu à Familiprix inc., la totalité de ses droits de propriété intellectuelle du logiciel de gestion de laboratoire en pharmacie « PraxisLab ». La valeur nette totale des frais de développement et de la propriété intellectuelle a été radiée.

**Au 31 mai 2015**

*Logiciel d'officine en pharmacie PraxisLab*

La société a démontré que des indicateurs de marché importants ayant un effet favorable sur la valeur d'utilité et la juste valeur de l'actif incorporel PraxisLab ont été identifiés dans l'exercice et sont susceptibles de se matérialiser dans un proche avenir. Il a été démontré par des éléments probants provenant du système d'information interne que la performance économique de cet actif est supérieure à sa valeur nette actuelle après reprise de valeur. Une reprise de perte de valeur a donc été comptabilisée.

Cet actif incorporel a été déprécié lors des exercices financiers de 2014 et de 2013. Au 31 mai 2013, la société a procédé à un test de dépréciation annuel de PraxisLab et la valeur d'utilité obtenue a été estimée à 1 383 584 \$. Comme cette valeur était inférieure à sa valeur comptable de 2 001 244 \$, à pareille date, une dépréciation de 617 660 \$ a été reconnue. Au 31 mai 2014, la société a effectué à nouveau un test de dépréciation annuel pour le logiciel PraxisLab, tel que précisé dans ses méthodes comptables. La direction de la société a constaté que de nouvelles circonstances l'amenaient à reconsidérer les hypothèses menant à l'évaluation de la valeur d'utilité du logiciel PraxisLab de façon significative, la nouvelle valeur établie étant inférieure à la valeur comptable de 1 106 657 \$ à pareille date, une dépréciation totale de ce montant a été reconnue suite à la mise en œuvre de ce test de dépréciation.

Le tableau suivant démontre la valeur nette comptable de l'actif du logiciel PraxisLab suite à la reprise de valeur.

|   | Propriété<br>intellectuelle | Frais de<br>développement | Total            |
|---|-----------------------------|---------------------------|------------------|
|   | \$                          | \$                        | \$               |
| <b>Coût</b>                                   |                             |                           |                  |
| Solde au 1 <sup>er</sup> juin 2014            | 1 163 802                   | 1 099 297                 | 2 263 099        |
| Acquisition                                   | -                           | -                         | -                |
| <b>Solde au 31 mai 2015</b>                   | <b>1 163 802</b>            | <b>1 099 297</b>          | <b>2 263 099</b> |
| <b>Amortissements et dépréciation cumulés</b> |                             |                           |                  |
| Solde au 1 <sup>er</sup> juin 2014            | 1 163 802                   | 1 099 297                 | 2 263 099        |
| Reprise de perte de valeur                    | (669 187)                   | (366 432)                 | (1 035 619)      |
| <b>Solde au 31 mai 2015</b>                   | <b>494 615</b>              | <b>732 865</b>            | <b>1 227 480</b> |
| <b>Valeur nette comptable au 31 mai 2015</b>  | <b>669 187</b>              | <b>366 432</b>            | <b>1 035 619</b> |



**NOTE 13  
DÉPRÉCIATION D'ACTIFS INCORPORLES**

**Méthode d'évaluation**

La société utilise la méthode de la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs estimatifs pour déterminer la valeur d'utilité de chaque unité génératrice de trésorerie. Les tests de dépréciation sont effectués au même moment chaque année soit à la fin d'un exercice financier. Depuis le dernier test de dépréciation, la société n'a pas apporté de changement à la méthode d'évaluation utilisée pour évaluer la dépréciation des actifs incorporels.

**Au 31 mai 2016**

La société a procédé à un test de dépréciation sur ses actifs incorporels et la direction de la société a constaté que la valeur aux livres reflète la juste valeur.

**Au 31 mai 2015**

*Prescripteur ZRx*

La société a procédé à un test de dépréciation suite à la vente des droits d'exploitation sur le marché canadien pour l'actif intangible du Prescripteur ZRx tel que précisé dans ses méthodes comptables. La direction de la société a constaté que de nouvelles circonstances l'amenaient à reconsidérer les hypothèses menant à l'évaluation de la valeur d'utilité du Prescripteur ZRx.

Compte tenu de la vente des activités du marché Canadien à Telus Santé, la société doit démontrer des flux de trésorerie estimatifs pour les marchés des États-Unis et du Royaume-Uni.

La société a estimé qu'en date du 31 mai 2015, l'avancement accompli dans la réalisation de son plan d'affaires pour les marchés internationaux ne permettait pas d'évaluer, avec des flux de trésorerie futurs estimatifs, la juste valeur comptable du Prescripteur ZRx. Une dépréciation a donc été enregistrée.

L'impact sur la valeur de l'actif incorporel du Prescripteur ZRx est le suivant :

|  | Propriétés<br>intellectuelles | Frais de<br>développement | Total            |
|--|-------------------------------|---------------------------|------------------|
|  | \$                            | \$                        | \$               |
| <b>Coût</b>                                  |                               |                           |                  |
| Solde au 1 <sup>er</sup> juin 2014           | 2 253 934                     | 2 229 050                 | 4 482 984        |
| Acquisition                                  | -                             | 32 499                    | 32 499           |
| <b>Solde au 31 mai 2015</b>                  | <b>2 253 934</b>              | <b>2 261 549</b>          | <b>4 515 483</b> |
| <b>Amortissement et dépréciation cumulés</b> |                               |                           |                  |
| Solde au 1 <sup>er</sup> juin 2014           | 1 690 450                     | 1 898 120                 | 3 588 571        |
| Amortissement                                | 56 348                        | 54 323                    | 110 671          |
| Dépréciation                                 | 507 136                       | 309 106                   | 816 242          |
| <b>Solde au 31 mai 2015</b>                  | <b>2 253 934</b>              | <b>2 261 549</b>          | <b>4 515 483</b> |
| <b>Valeur nette comptable au 31 mai 2015</b> | <b>-</b>                      | <b>-</b>                  | <b>-</b>         |

**NOTE 15  
DETTE À LONG TERME**

Le 14 juillet 2015, la société a conclu une offre de prêt pour le financement des améliorations locatives et d'équipements bureaux avec Investissement Québec pour un montant total de 170 000 \$.

Le prêt porte intérêt au taux préférentiel majoré de 2,5 % versable mensuellement à partir de mars 2016 et est garanti par une hypothèque mobilière de 1er rang d'un montant principal de 204 000 \$ et d'une hypothèque additionnelle de 40 800 \$ gravant l'universalité de ses biens présents et futurs, meubles, corporels et incorporels de ZoomMed Inc. pour un total de 244 800 \$.



Le déboursement du prêt a été fait le 25 février 2016 en un seul versement de 170 000 \$ et est remboursable en 30 versements mensuels égaux et consécutifs de 5 667 \$ capital seulement, à compter du 30 septembre 2016, échéant le 28 février 2019.

|                     | Total   |
|---------------------|---------|
|                     | \$      |
| Montant initial     | 170 000 |
| Portion court terme | 51 000  |
| Portion long terme  | 119 000 |

Les versements à effectuer au cours des prochains exercices sont les suivants :

|      | \$     |
|------|--------|
| 2017 | 51 000 |
| 2018 | 68 000 |
| 2019 | 51 000 |

**NOTE 16**  
**OBLIGATIONS DÉCOULANT D'UN CONTRAT DE LOCATION-FINANCEMENT**

La société a conclu un contrat de location-financement visant l'installation et l'utilisation d'un système téléphonique IP. Le contrat expire le 15 septembre 2020 et la valeur résiduelle sera de 1 \$. Le contrat est remboursable par versements mensuels de capital et intérêts de 511 \$.

|   | Total   |
|---|---------|
|   | \$      |
| Montant initial   | 25 998  |
| Paiement au cours de la période   | (3 974) |
| Solde au 31 mai 2016  | 22 024  |
| Portion court terme de l'obligation en vertu d'un contrat de location-financement | 4 701   |
| Portion long terme de l'obligation en vertu d'un contrat de location-financement  | 17 323  |
|   | 22 024  |

Les paiements de location minimaux pour les prochaines périodes de 12 mois sont les suivants :

|  | Paiements de location minimaux |      | Valeur actualisée des paiements de location minimaux |      |
|--|--------------------------------|------|--|------|
|  | 2016                           | 2015 | 2016   | 2015 |
|  | \$                             | \$   | \$   | \$   |
| 2017   | 6 134                          | -    | 4 701  | -    |
| 2018   | 6 134                          | -    | 5 051  | -    |
| 2019   | 6 134                          | -    | 5 427  | -    |
| 2020   | 6 134                          | -    | 5 831  | -    |
| 2021   | 1 021                          | -    | 1 014  | -    |
| Intérêts compris dans les paiements minimaux                     | (3 533)                        | -    | -  | -    |
| Valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location | 22 024                         | -    | 22 024   | -    |

**NOTE 20**  
**RÉGIME D'OPTIONS D'ACHAT D'ACTIONS**

Les actionnaires de la société ont adopté une résolution approuvant le régime d'options d'achat d'actions variable de 10 % lors de l'assemblée annuelle et extraordinaire tenue le 20 novembre 2015. Le régime d'options d'achat d'actions prévoit que les modalités et conditions des options et le prix de levée des options seront déterminés par les administrateurs sous réserve des restrictions de prix et autres exigences imposées par la Bourse. L'attribution d'options d'achat d'actions octroyées par le régime ne peut excéder une période de cinq ans et le prix d'exercice doit être acquitté en entier avant l'émission des actions.

Le tableau suivant dresse un sommaire de l'évolution de la situation du régime pour les exercices clos le 31 mai 2016 et 31 mai 2015 :

|                                    | Options           | Prix de levée<br>moyen pondéré |
|------------------------------------|-------------------|--------------------------------|
|                                    |                   | \$                             |
| Solde au 1 <sup>er</sup> juin 2014 | 8 092 500         | 0,14                           |
| Octroyées                          | 7 600 000         | 0,05                           |
| Annulées                           | (2 312 500)       | 0,15                           |
| <b>Solde au 31 mai 2015</b>        | <b>13 380 000</b> | <b>0,09</b>                    |
| Octroyées                          | 1 100 000         | 0,21                           |
| Annulées                           | (1 965 000)       | 0,16                           |
| <b>Solde au 31 mai 2016</b>        | <b>12 515 000</b> | <b>0,09</b>                    |

**Transaction de l'exercice clos le 31 mai 2016**

En janvier 2016, la société a octroyé 1 100 000 options d'achat d'actions permettant à leurs détenteurs d'acquérir 1 100 000 actions ordinaires à un prix d'exercice de 0,21 \$ l'action pour une période de cinq ans.

La juste valeur des options octroyées au cours de l'exercice clos le 31 mai 2016 a été estimée à la date d'attribution au moyen d'un modèle d'évaluation d'options de Black & Scholes en fonction des hypothèses suivantes :

|                             |                 |
|-----------------------------|-----------------|
| Date                        | 21 janvier 2016 |
| Quantité                    | 1 100 000       |
| Valeur de l'action          | 0,02 \$         |
| Rendement prévu de l'action | Néant           |
| Volatilité prévue           | 196 %           |
| Taux d'intérêt sans risque  | 0,71 %          |
| Durée prévue                | 60 mois         |

Le coût de rémunération à base d'actions pour le régime représente une charge non récurrente de 20 130 \$ pour l'exercice clos le 31 mai 2016.

**Transaction de l'exercice clos le 31 mai 2015**

En janvier 2015, la société a octroyé 7 600 000 options d'achat d'actions permettant à leurs détenteurs d'acquérir 7 600 000 actions ordinaires à un prix d'exercice de 0,05 \$ l'action pour une période de cinq ans.

La juste valeur des options octroyées au cours de l'exercice clos le 31 mai 2015 a été estimée à la date d'attribution au moyen d'un modèle d'évaluation d'options de Black & Scholes en fonction des hypothèses suivantes :



|                             |                 |
|-----------------------------|-----------------|
| Date                        | 19 janvier 2015 |
| Quantité                    | 7 600 000       |
| Valeur de l'action          | 0,01 \$         |
| Rendement prévu de l'action | Néant           |
| Volatilité prévue           | 171 %           |
| Taux d'intérêt sans risque  | 1,07 %          |
| Durée prévue                | 60 mois         |

Le coût de rémunération à base d'actions pour le régime représente une charge non récurrente de 66 880 \$ pour l'exercice clos le 31 mai 2015.

Les tableaux suivants dressent l'état de la situation du régime au 31 mai 2016 et au 31 mai 2015 :

**a) Au 31 mai 2016**

| Options en circulation |  |                             |                               | Options pouvant être levées |                             |
|------------------------|--|-----------------------------|-------------------------------|-----------------------------|-----------------------------|
| Nombre                 | Durée d'exercice résiduelle moyenne pondérée (en mois) | Prix de levée moyen pondéré | Juste valeur moyenne pondérée | Nombre                      | Prix de levée moyen pondéré |
|                        |  | \$                          | \$                            |                             | \$                          |
| 1 830 000              | 6  | 0,15                        | 0,05                          | 1 830 000                   | 0,15                        |
| 2 485 000              | 14   | 0,10                        | 0,04                          | 2 485 000                   | 0,10                        |
| 7 100 000              | 44   | 0,05                        | 0,01                          | 7 100 000                   | 0,05                        |
| 1 100 000              | 56   | 0,21                        | 0,02                          | 1 100 000                   | 0,21                        |
| 12 515 000             | 34   | 0,09                        | 0,02                          | 12 515 000                  | 0,09                        |

**b) Au 31 mai 2015**

| Options en circulation |  |                             |                               | Options pouvant être levées |                             |
|------------------------|--|-----------------------------|-------------------------------|-----------------------------|-----------------------------|
| Nombre                 | Durée d'exercice résiduelle moyenne pondérée (en mois) | Prix de levée moyen pondéré | Juste valeur moyenne pondérée | Nombre                      | Prix de levée moyen pondéré |
|                        |  | \$                          | \$                            |                             | \$                          |
| 1 435 000              | 7  | 0,20                        | 0,12                          | 1 435 000                   | 0,20                        |
| 1 845 000              | 18   | 0,15                        | 0,05                          | 1 845 000                   | 0,15                        |
| 2 500 000              | 26   | 0,10                        | 0,04                          | 2 500 000                   | 0,10                        |
| 7 600 000              | 56   | 0,05                        | 0,01                          | 7 600 000                   | 0,05                        |
| 13 380 000             | 40   | 0,09                        | 0,03                          | 13 380 000                  | 0,09                        |

**NOTE 21  
JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS**

|   | 31 mai 2016  |                  | 31 mai 2015  |                  |
|---|--------------|------------------|--------------|------------------|
|   | Juste valeur | Valeur comptable | Juste valeur | Valeur comptable |
|   | \$           | \$               | \$           | \$               |
| <b>Actifs financiers</b>                |              |                  |              |                  |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | 323 396      | 323 396          | 574 273      | 574 273          |
| Prêts et créances                       | 167 500      | 167 500          | 207 184      | 207 184          |

|   | 31 mai 2016  |                  | 31 mai 2015  |                  |
|---|--------------|------------------|--------------|------------------|
|   | Juste valeur | Valeur comptable | Juste valeur | Valeur comptable |
|   | \$           | \$               | \$           | \$               |
| <b>Passifs financiers</b>                                 |              |                  |              |                  |
| Obligation découlant d'un contrat de location-financement | 22 024       | 22 024           | -            | -                |
| Dette à long terme  | 170 000      | 170 000          | -            | -                |
| Autres passifs  | 98 903       | 98 903           | 84 693       | 84 693           |

La juste valeur de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des prêts et créances et des autres passifs correspond approximativement à leur valeur comptable du fait que ces instruments financiers ont des échéances relativement brèves.

La société répartit ses actifs et passifs financiers évalués à la juste valeur selon une hiérarchie qui se compose de trois niveaux et qui reflète l'importance des données utilisées pour réaliser leur évaluation. La hiérarchie des évaluations à la juste valeur se compose des niveaux suivants :

Niveau 1 – Les prix cotés non ajustés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques. Un marché actif pour un actif ou un passif est un marché dans lequel les transactions pour un actif ou un passif surviennent avec une fréquence et un volume suffisant pour fournir de l'information sur les prix sur une base continue.

Niveau 2 – Les données d'entrée observables, autres que les prix cotés visés au niveau 1, tels que les prix cotés pour des actifs ou des passifs similaires; les prix cotés sur des marchés qui ne sont pas des actifs, ou d'autres données d'entrée qui sont observables ou qui peuvent être corroborés par des données de marché observables pour la presque totalité de la durée de vie des actifs ou des passifs.

Niveau 3 – Les données d'entrée qui sont fondées sur très peu de données de marché ou qui ne sont fondées sur aucune donnée de marché et qui sont importantes pour établir la juste valeur des actifs ou des passifs.

Au 31 mai 2016 et au 31 mai 2015, les seuls instruments financiers évalués à la juste valeur dans l'état consolidé de la situation financière sont composés de la trésorerie et des équivalents de trésorerie et ils ont tous été classés au niveau 1.

## NOTE 22 RISQUES ET INCERTITUDES

La société, par le biais de ses instruments financiers, est exposée à divers risques sans pour autant être exposée à des concentrations de risque. La société est principalement exposée au risque de crédit, au risque de taux d'intérêt, au risque du marché, au risque de liquidité et au risque de personnel clé.

### a) Risques associés aux instruments financiers

#### Risque de crédit

Le risque de crédit correspond au risque de perte financière pour la société si un débiteur manque à son obligation. Ce risque provient principalement du crédit que la société consent à ses clients dans le cours normal de ses activités.

Des évaluations de crédit sont effectuées de façon continue et l'état consolidé de la situation financière tient compte d'une provision pour mauvaises créances. Aucune évaluation qualitative n'a été faite, la direction ayant évalué que le risque de crédit n'était pas significatif.

#### Risque de change

Le risque de change correspond au risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des cours des devises. Dans le cours normal de ses opérations, la société est exposée au risque lié aux variations de taux de change du dollar américain.

Au 31 mai 2016, la société détient les soldes suivants en dollar américain converti : l'encaisse de 421 \$ (473 \$ au 31 mai 2015). Aucune analyse de sensibilité n'a été effectuée en raison du caractère non significatif des soldes libellés en devise étrangère.



### **Risque de taux d'intérêt**

Le risque de taux d'intérêt est présent en période de fluctuation des taux et lorsque des écarts sont prévus dans l'appariement des flux monétaires entre les actifs et les passifs.

La société n'a pas de dette qui porte intérêts à des taux variables. La société est, par contre, exposée au risque de taux d'intérêt sur ses instruments financiers à taux d'intérêt fixe. Les instruments financiers à taux d'intérêt fixe assujettissent la société à un risque de juste valeur. De plus, elle investit en partie ses liquidités, à taux garanti, dans des instruments financiers. Ces instruments financiers constituent un risque minimum pour la société.

### **Risque de liquidité**

Le risque de liquidité représente le risque que la société éprouve des difficultés à s'acquitter de ses obligations liées aux passifs financiers. La société est exposée à ce risque principalement en regard de ses créiteurs, sa dette à long terme et de son obligation en vertu d'un contrat de location-financement.

Pour répondre à ses besoins en capitaux, la société peut envisager des ententes de collaboration ainsi que des financements supplémentaires, publics ou privés pour les affecter à une partie ou à la totalité de programmes particuliers de développement de produits. Les financements privés pourraient comprendre des emprunts et l'émission d'autres titres de participation, ce qui pourrait donner lieu à une dilution pour les actionnaires. Rien ne garantit qu'elle obtienne des fonds supplémentaires. La société gère ce risque en établissant des prévisions de trésorerie détaillées ainsi que des plans opérationnels et stratégiques à long terme. Selon ces prévisions, la majorité des liquidités nécessaires pour les activités d'exploitation proviendront des revenus générés par l'exploitation du Prescripteur ZRx sur le marché américain.

## **b) Autres risques**

### **Risque du marché**

Les rendements futurs de la société dépendent du maintien de la popularité de ses produits existants et de sa capacité à développer et à introduire sur les marchés visés des produits en mesure d'être acceptés et de satisfaire les préférences des clients. La popularité de n'importe quel produit peut être affectée selon les changements dans les préférences des clients ou par l'introduction de nouveaux produits concurrentiels, sur les marchés visés. Le développement de nouveaux systèmes et la distribution de ceux-ci dans les marchés visés exigent des investissements importants.

Les performances liées à la réalisation de la contrepartie conditionnelle à recevoir peuvent varier selon des changements de préférences des clients.

### **Risque du personnel clé**

Le recrutement et la rétention de personnel qualifié sont essentiels à la réussite de la société. Elle est d'avis qu'elle a réussi à recruter de l'excellent personnel pour l'aider à atteindre ses objectifs, mais avec la croissance de ses activités, il est possible qu'elle ait besoin de personnel clé additionnel dans les domaines administratifs, de la recherche et développement, ainsi que de la mise en marché. Bien que la société croie qu'elle pourra attirer et retenir du personnel qualifié, il n'existe aucune garantie à cet effet.

## **NOTE 25 PARTIES LIÉES**

### **Rémunération des principaux dirigeants**

Les principaux dirigeants sont les personnes ayant l'autorité et la responsabilité de la planification, de la direction et du contrôle des activités de la société, y compris les administrateurs et certains cadres. Les principaux dirigeants participent au régime d'options d'achat d'actions.

Pour l'exercice clos le 31 mai 2016, la rémunération de base des principaux dirigeants totalise 415 391 \$ et 618 327 \$ pour l'exercice clos le 31 mai 2015.



De plus, le 21 janvier 2016, 600 000 options d'achats d'actions à un prix d'exercice de 0,21 \$ pour une période de 5 ans ont été octroyées aux principaux dirigeants ainsi qu'aux administrateurs non dirigeants et représentent un coût de rémunération à base d'action de 10 980 \$.

#### **Opérations entre sociétés liées**

Un administrateur de la société est associé d'un cabinet d'avocats qui agit à titre de conseiller juridique de la société. Au cours de l'exercice clos le 31 mai 2016 un montant de 94 966 \$ (249 405 \$ pour l'exercice clos le 31 mai 2015) a été facturé par ce cabinet d'avocats. Un montant de 7 603 \$ est inclus dans les fournisseurs et charges à payer au 31 mai 2016 (43 968 \$ au 31 mai 2015).

Le président de la société est également président de la société américaine MediSyna Corporation Inc. qui œuvre dans le domaine de la santé. Au cours de l'exercice, un prêt de 100 000 \$ a été effectué à MediSyna Corporation Inc. pour ses frais de démarrage. La somme est incluse dans les débiteurs au 31 mai 2016, ne porte pas intérêt et est remboursable au plus tard le 30 novembre 2016.

Les fournisseurs et charges à payer incluent également une somme de 7 312 \$ au 31 mai 2016 (5 213 \$ au 31 mai 2015) due à des administrateurs, sans modalités de remboursement ni intérêts.

#### **Termes et conditions des opérations entre parties liées**

Les soldes à la fin de la période sont non garantis et sans intérêts, le règlement se fait au comptant. Il n'y a pas eu de garanties fournies ou reçues pour aucun recevable ou payable entre les parties liées. Pour les exercices clos les 31 mai 2016 et 2015, la société a comptabilisé une provision à l'égard des recevables dus par des parties liées. Une provision pour perte a été constatée sur le prêt à MediSyna Corporation Inc. et est incluse dans les frais d'administration. Cette évaluation est faite à chaque période financière en examinant l'état financier de la partie liée et le marché dans lequel la partie liée exerce ses activités.

Ces transactions ont été réalisées selon des modalités équivalentes à celles qui prévalent dans le cas de transactions soumises à des conditions de concurrence normale.

#### **NOTE 27**

##### **CHIFFRES DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT**

Certains chiffres pour l'exercice clos le 31 mai 2015 ont été reclassés afin de rendre leur présentation identique à l'exercice clos le 31 mai 2016. Le classement a consisté à répartir les revenus et dépenses reliés aux activités abandonnées tel que détaillé à la note 4.